



CAHIER DES CHARGES FONCTIONNEL ET TECHNIQUE

PRESTATION « UN EMPLOI STABLE, C'EST POUR MOI »

**Marchés de services d'insertion professionnelle auprès des demandeurs d'emploi de la
région Pays de la Loire
Procédure prévue à l'article R. 2123-1 3°) du code de la commande publique**

I. SOMMAIRE

I. SOMMAIRE	2
II. GLOSSAIRE	3
III. PRESENTATION DE LA PRESTATION	4
A. PREAMBULE.....	4
B. OBJECTIF DE LA PRESTATION	4
C. PUBLIC CONCERNE	4
D. BESOINS DU PUBLIC CONCERNE.....	5
IV. DUREE ET ORGANISATION DE LA PRESTATION	6
A. PRESENTATION GENERALE DE LA PRESTATION	6
B. DETAIL DE LA PRESTATION	8
C. DEROULE DE LA PRESTATION	8
D. CAS PARTICULIERS.....	12
E. MARGES DE MANŒUVRE.....	13
V. LES DIFFERENTS LIVRABLES	13
VI. MOYENS ET COMPETENCES NECESSAIRES.....	14
A. MATERIEL ET LOCAUX	14
B. LES INTERVENANTS	14
VII. RENCONTRE PREALABLE AUX PREMIERES PRESCRIPTIONS	15

II. GLOSSAIRE

Bénéficiaire : ce terme désigne le demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi et participant à la prestation.

Charte d'adhésion - bilan : il s'agit du document de suivi et de bilan de la prestation fourni au titulaire par Pôle emploi et que le Titulaire remplit tout au long de la prestation pour chaque bénéficiaire.

Emploi durable : un emploi durable est un emploi en contrat (CDD ou intérim) d'une durée initiale supérieure ou égale à 6 mois et CDI. La création ou la reprise d'une entreprise est considérée comme un retour à l'emploi durable.

Entretien de diagnostic et d'orientation : réalisé en individuel au début du parcours, en présentiel ou à distance, cet entretien permet de rappeler le contexte de la réforme de l'assurance chômage et ses impacts sur les bénéficiaires, de présenter la prestation proposée, d'encourager l'adhésion du bénéficiaire et d'entamer dans ce cas les premières démarches.

Freins périphériques à la reprise d'emploi : difficultés qui empêchent certains demandeurs d'emploi de trouver un emploi ou de s'engager dans une démarche d'insertion (difficultés financières, difficultés administratives, état de santé, contraintes familiales, ...).

Titulaire : ce terme désigne l'organisme dispensant la prestation.

Référent : il désigne la personne identifiée par le Titulaire pour être l'interlocuteur unique du bénéficiaire lors de tous les entretiens ou contacts individuels.

Parcours minimum : l'offre de service minimale que le Titulaire s'engage à fournir en plus de l'entretien de diagnostic et d'orientation et l'entretien de bilan pour chaque bénéficiaire.

III. PRESENTATION DE LA PRESTATION

A. PREAMBULE

Le décret du 26 juillet 2019 relatif au régime d'assurance chômage vise à réduire l'alternance entre périodes de chômage et d'activité et le recours aux contrats courts au travers des mesures suivantes :

- **Bonus/malus** pour inciter les employeurs à réduire le nombre de séparations ;
- **Nouveau calcul du salaire journalier de référence** pour inciter employeurs et travailleurs à privilégier les périodes d'emploi continues ;
- **Evolution des règles de calcul pour le rechargement des droits à l'assurance chômage.**

Dans ce cadre, Pôle emploi offre un accompagnement spécifique au public alternant des périodes d'activité et de chômage pour l'aider à accéder à un emploi durable, qui fait l'objet de ce cahier des charges.

B. OBJECTIF DE LA PRESTATION

La prestation se fixe pour objectif de **permettre** aux bénéficiaires **un retour à l'emploi durable** au plus tard dans les 5 mois qui suivent le début de la prestation ou le retour à l'emploi via la création ou la reprise d'entreprise. Les contrats qui permettent de valoriser un retour à l'emploi durable sont les contrats (CDD ou intérim) d'une durée initiale supérieure ou égale à 6 mois et les CDI. La prestation doit permettre d'atteindre cet objectif via :

- **La réalisation** dès le démarrage, **d'un diagnostic personnalisé** de la situation du bénéficiaire, permettant notamment de **comprendre la raison de l'alternance entre des périodes d'activité et de chômage** ;
- **La construction et la mise en œuvre d'un parcours d'accompagnement personnalisé** favorisant l'accès à **un emploi durable**.

C. PUBLIC CONCERNE

Cette prestation est destinée aux demandeurs d'emploi qui alternent des périodes d'activité et de chômage et plus particulièrement tout demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi qui remplit les conditions cumulatives suivantes sur la période qui précède la fin de mois où il est identifié sur les listes, période ne devant pas excéder 24 mois :

- A alterné plusieurs périodes d'emploi et des périodes sans emploi ;
- A été en emploi pendant une période cumulée de 6 mois au moins ;
- Cette activité représente entre 40% et 60% de la période sur laquelle elle a été cumulée.

Ces demandeurs d'emploi sont :

- Plus jeunes que l'ensemble des demandeurs (40 % ont moins de 35 ans) ;
- D'un niveau de formation similaire à celui de l'ensemble des demandeurs :
 - 12% sont sans diplôme,
 - 36% ont un CAP-BEP,
 - 25% ont le baccalauréat,

- 27% ont un diplôme supérieur au baccalauréat ;
- Moins connus de Pôle emploi que l'ensemble des demandeurs et bénéficient moins de prestations ;
- Réembauchés pour moitié par un même employeur (la moitié des demandeurs d'emploi ciblés par la prestation ont connu, au cours des 24 derniers mois, au moins deux contrats avec un même employeur).
 - Nota : Une attention particulière sera portée aux personnes **alternant des périodes d'emplois dans la même entreprise** (CDD multiples) et chômage. Dans ce cas, le diagnostic réalisé pendant l'entretien **permettra d'identifier cette problématique et de trouver ainsi des solutions adaptées**. Un **contact pourra également être pris avec l'entreprise** s'il est jugé pertinent par la personne et le Titulaire.

D. BESOINS DU PUBLIC CONCERNE

Afin de recueillir les besoins spécifiques de ce public différentes actions ont été menées par Pôle emploi (journées créatives, POC/démonstration de faisabilité, ...). Ces actions ont permis d'identifier :

- Des types de difficultés / freins communs à l'ensemble des demandeurs d'emploi qui composent ce public :
 - Mauvaise connaissance du marché du travail local : difficultés à identifier les métiers et les secteurs qui recrutent ;
 - Problème d'identification des compétences acquises et exploitables dans d'autres métiers / secteurs plus porteurs ;
 - Absence de maîtrise des techniques de recherche d'emploi : difficulté à trouver des offres d'emploi ciblées et à y postuler, méconnaissance ou sous-utilisation des réseaux sociaux professionnels, mauvaise maîtrise des techniques d'entretien individuel, ... ;
 - Freins périphériques : contraintes familiales (garde d'enfants), problèmes de mobilité géographique (problème de transports), problèmes de santé, ... ;
 - Difficulté à identifier un projet professionnel davantage susceptible de garantir un emploi durable ;
 - Perte de confiance et de motivation expliquée par un sentiment d'isolement et/ou la difficulté à sortir de la précarité.
- Des irritants communs à l'ensemble des demandeurs d'emploi qui composent ce public :
 - Sentiment d'être incompris ou de ne pas pouvoir être accompagnés de la même manière que les autres : pas ou peu de connaissance de leur situation spécifique (métier / secteur, contraintes personnelles), difficulté à savoir s'ils ont le droit à un accompagnement ;
 - Manque de souplesse ou d'adaptation à leurs contraintes : incompatibilité des horaires d'ouverture ou de planification des services à leur agenda, atypie de leur situation administrative et financière.

Au regard des difficultés, freins et irritants exprimés, les demandeurs d'emploi ont pu dessiner les contours de leur accompagnement idéal et affirmer leurs besoins.

Ainsi sur le fond, cet accompagnement doit permettre, en fonction des besoins :

- Une meilleure compréhension / appropriation du marché du travail ;
- Une aide à la mobilité professionnelle ou géographique (élargissement du champ des possibles) : identifier un métier / un secteur connexe qui offre des perspectives d'emploi pérennes, identifier les compétences à valoriser pour ce métier ;
- Une meilleure maîtrise des techniques de recherche d'emploi et de valorisation de son profil auprès des recruteurs sur les réseaux sociaux professionnels ;
- Une meilleure intégration dans l'entreprise.

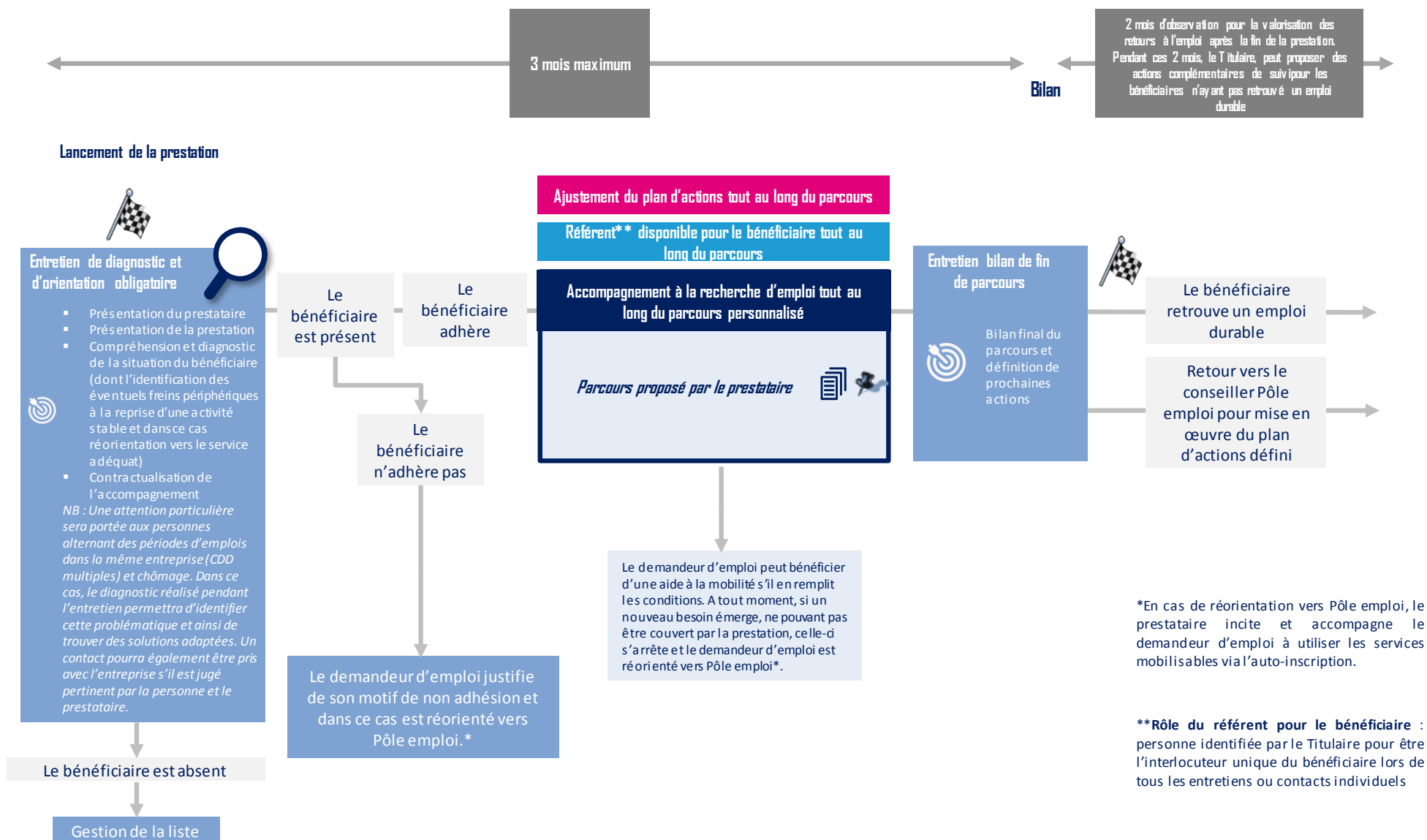
Sur la forme, l'accompagnement doit :

- Être limité dans le temps ;
- Donner un objectif et des échéances clairs ;
- Être flexible ;
- Souple ;
- Modulaire pour permettre à ces publics d'en profiter tout en continuant de travailler ;
- Diversifier les outils / méthodes pédagogiques (présentiel / à distance, ...) ;
- Être proposé à proximité (proximité géographique) ;
- Favoriser l'échange / l'entraide entre pairs ;
- Favoriser des rencontres avec les entreprises.

IV. DUREE ET ORGANISATION DE LA PRESTATION

A. PRESENTATION GENERALE DE LA PRESTATION

Le déroulé de la prestation est synthétisé dans le schéma en page suivante :



B. DETAIL DE LA PRESTATION

La prestation est d'une durée de 90 jours calendaires maximum, suivis de 2 mois d'observation durant lesquels le Titulaire peut proposer des actions complémentaires de suivi aux bénéficiaires n'ayant pas retrouvé un emploi durable dans ce délai de 90 jours.

Par ailleurs, le bénéficiaire a la possibilité de contacter son référent pendant cette période d'observation.

Il s'agit d'une prestation individuelle qui débute par un entretien de diagnostic avec le référent du bénéficiaire. Ce référent doit, en outre, rester disponible pendant toute la durée de la prestation pour soutenir le bénéficiaire pendant son parcours.

La prestation consiste en un accompagnement à la recherche d'emploi via la mise en place d'un parcours personnalisé et s'achève par un bilan de fin de parcours.

C. DEROULE DE LA PRESTATION

DECLENCHEMENT DE LA PRESTATION

Pôle emploi envoie un courrier d'information aux bénéficiaires après la période d'actualisation. Ce courrier décrit les objectifs et les caractéristiques de la prestation et informe le bénéficiaire d'un contact par le Titulaire, dans les 21 jours calendaires.

Le Titulaire reçoit, mensuellement, via Prest@ppli, les demandes de rendez-vous établies via la liste des publics éligibles de l'ensemble du territoire du lot. Ces demandes de rendez-vous contiennent l'identité (nom et prénom) et les coordonnées (téléphone, mail, adresse postale) des demandeurs d'emploi. Le Titulaire s'engage à tous les contacter obligatoirement par téléphone (et en l'absence de téléphone par mail) afin de convenir des date et heure ainsi que du lieu et de la modalité de l'entretien de diagnostic et d'orientation. Le nombre de demandes de rendez-vous émis par Pôle emploi est supérieur au nombre d'entretiens de diagnostic et d'orientation cible (indiqué à l'annexe 1 du contrat). Afin d'être au plus proche du volume cible d'entretien de diagnostic et d'orientation à réaliser, le nombre de demandes de rendez-vous émis par Pôle emploi est susceptible d'évoluer en cours de marché. Cet entretien de diagnostic et d'orientation est fixé au plus tard 12 jours ouvrables après le contact téléphonique sauf si le demandeur d'emploi fait expressément la demande d'une autre date avec un motif précis (ce motif devra être renseigné par le Titulaire). Dès que le rendez-vous est fixé, le Titulaire saisit au plus tard dans les 48h, sur Prest@ppli, la date et l'heure du rendez-vous.¹

Au cours de ce contact téléphonique, le Titulaire fait une présentation du contenu, des objectifs de la prestation et des bénéfices attendus dans un souci de conviction du demandeur d'emploi et précise par ailleurs que si l'adhésion à la prestation n'est pas obligatoire, le premier rendez-vous,

¹ Si l'entretien de diagnostic et d'orientation est fixé dans un délai proche après le contact téléphonique, alors, le Titulaire s'engage à informer le bénéficiaire de la possibilité que la convocation n'ait pas le temps d'être acheminée avant le rendez-vous. Dans ce cas, le Titulaire s'assure que le bénéficiaire a bien noté toutes les informations concernant le rendez-vous (jour/heure/lieu) ; la convocation est, tout de même, transmise en parallèle.

lui, l'est.

Si le demandeur ne répond pas à l'appel téléphonique, le Titulaire le relance par tout moyen possible (ex : mail, SMS). Au bout de plusieurs relances infructueuses (au minimum 3), à des moments différents de la journée et de la semaine, le Titulaire saisit une date et heure de rendez-vous sur Prest@ppli (sans avoir convenu de la date au préalable avec le bénéficiaire). Dans ce cas, le demandeur d'emploi reçoit une convocation à un entretien physique dans un lieu d'exécution au plus proche de son domicile. Cet entretien est fixé dans une fourchette de 7 à 12 jours ouvrables pour garantir la réception du courrier si le bénéficiaire n'a pas consenti à la dématérialisation. Sur Prest@ppli, le Titulaire doit pouvoir justifier les appels et contacts émis et ainsi justifier des convocations sans contact préalable.

Par ailleurs, les demandeurs d'emploi pourront s'auto-inscrire à cette prestation. Celle-ci pourra également être prescrite par un conseiller Pôle emploi s'il estime qu'elle répond aux besoins d'un demandeur d'emploi.

DEROULEMENT ET CONTENU DE LA PRESTATION

L'ENTRETIEN DE DIAGNOSTIC ET D'ORIENTATION

Il s'agit d'un entretien individuel approfondi, mené par le référent qui favorise notamment l'engagement du bénéficiaire dans la prestation. Il peut se dérouler en présentiel ou à distance.

Si cet entretien a été fixé sans contact préalable avec le bénéficiaire, il doit s'agir d'un entretien individuel physique. En cas d'indisponibilité, le bénéficiaire aura la possibilité de contacter le prestataire afin de fixer une date/heure/modalité d'entretien à sa convenance (ceci est indiqué dans le courrier de convocation).

Selon la disponibilité du demandeur d'emploi, cet entretien peut être proposé en dehors des horaires habituels (jusque 20h) et/ou le samedi matin.

Il se déroule selon la trame indicative suivante :

Séquence	Objectifs de la séquence
Introduction	<ul style="list-style-type: none"> Présenter le Titulaire (rôle, locaux, organisation, ...)
Diagnostic de la situation du bénéficiaire	<p>Objectifs du diagnostic :</p> <ul style="list-style-type: none"> Comprendre la situation du bénéficiaire et le cas échéant, les raisons de ses difficultés à retrouver un emploi durable S'assurer de la bonne compréhension par le bénéficiaire des impacts de la réforme sur sa situation personnelle, avec si nécessaire, une orientation vers Pôle emploi pour rappel du contexte Identifier les besoins du bénéficiaire en vue de retrouver un emploi durable <p>Si le Titulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> Identifie d'éventuels freins périphériques à la reprise d'une activité stable, qui nécessitent une action préalable et importante Identifie un besoin de retravailler en profondeur sur le projet professionnel Etc. <p>Alors, il réoriente le bénéficiaire vers d'autres services plus adaptés. Dans ce cadre, il accompagne le bénéficiaire dans ses démarches d'auto-inscription, ou à défaut, le réoriente vers son conseiller référent.</p> <p>Sur proposition du Titulaire, le diagnostic peut s'effectuer via un questionnaire d'auto-évaluation ou de tout autre outil ou méthode jugés pertinents.</p> <p><i>NB : Une attention particulière sera portée aux personnes alternant des périodes d'emplois dans la même entreprise (CDD multiples) et chômage. Dans ce cas, le diagnostic réalisé pendant l'entretien permettra d'identifier cette problématique et ainsi de chercher des solutions adaptées. Un contact pourra également être pris avec l'entreprise s'il est jugé pertinent par la personne et le Titulaire.</i></p>

Séquence	Objectifs de la séquence
Présentation de la prestation et adhésion	<ul style="list-style-type: none"> Présenter la prestation : objectifs, déroulé, ... Informer sur le contenu de la prestation (à l'aide d'un flyer proposé par le Titulaire) Décision d'adhésion du bénéficiaire à la prestation ou non : Si le bénéficiaire indique clairement qu'il ne souhaite pas modifier son mode d'activité, alors ce motif est renseigné dans le livrable charte d'adhésion-bilan et la feuille d'émargement
<i>Si adhésion du bénéficiaire à la prestation</i> Définition du parcours d'accompagnement	<ul style="list-style-type: none"> Définition entre le référent et le bénéficiaire des objectifs et du parcours d'accompagnement personnalisé Formalisation du diagnostic dans la charte d'adhésion-bilan Signature de la feuille d'émargement
<i>Si non adhésion à la prestation</i> Clôture de l'entretien	<ul style="list-style-type: none"> Le demandeur d'emploi est réorienté vers un autre service de Pôle emploi (ex : Activ'Projet, Prépa Compétences, formation, etc.) * Signature de la feuille d'émargement Le demandeur d'emploi peut faire le choix de ne pas adhérer à la prestation, dans ce cas le demandeur d'emploi précise les motifs de son refus sur la feuille d'émargement (si l'entretien se déroule à distance le demandeur d'emploi envoie un mail). Si le bénéficiaire indique clairement qu'il ne souhaite pas modifier son mode d'activité, alors le motif correspondant est renseigné. <p>NB : Dans ces cas-là, le compte rendu de l'entretien de diagnostic et d'orientation est formalisé par le Titulaire dans la charte d'adhésion-bilan et transmis à Pôle emploi.</p> <p>* Si possibilité d'auto-inscription à ces services via l'espace personnel, accompagnement du bénéficiaire dans la démarche. Dans le cas contraire, invitation du bénéficiaire à contacter son conseiller référent par mail</p>

Pour rappeler le contexte lié à la réforme d'assurance chômage, Pôle emploi fournira un script au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à saisir l'absence ou la présence du bénéficiaire à l'entretien de diagnostic et d'orientation au plus tard le surlendemain.

PARCOURS PROPOSE PAR LE TITULAIRE

Le Titulaire dispose de toutes les marges de manœuvre pour proposer des actions en cohérence avec les besoins des bénéficiaires. Il conçoit pour chaque demandeur d'emploi un plan d'action adapté à ses besoins afin de faciliter son retour à l'emploi durable.

Ce parcours est ajustable tout au long de la prestation et prévoit des propositions accessibles en soirée et/ou le samedi matin, afin de prendre en compte les disponibilités, notamment horaires, de

la personne. Le Titulaire s'engage à fournir, aux bénéficiaires, un document de promotion détaillant le contenu de la prestation. Le Titulaire s'engage à fournir ce flyer à Pôle emploi 15 jours après la notification du marché. Pôle emploi se réserve le droit de demander des ajustements, de forme, avant le début de la prestation.

Le Titulaire doit être en capacité de proposer des ateliers ou entretiens en présentiel physique et à distance, le choix de la modalité est à la discrétion du bénéficiaire.

Les actions proposées au bénéficiaire s'appuient sur une méthodologie innovante, utile et pertinente au choix du Titulaire. Elles doivent répondre aux besoins des personnes tels que précisés *supra* (Cf. les besoins du public concerné) et notamment : efficacité de la recherche d'emploi, redynamisation de leurs démarches, confrontation au marché du travail, renforcement des savoir-être professionnels.

Tout au long du parcours, le référent doit être joignable par le bénéficiaire.

Le demandeur d'emploi peut bénéficier d'une aide à la mobilité s'il en remplit les conditions. A noter : un formulaire de demande est accessible directement via l'espace personnel du bénéficiaire. S'il s'agit d'une demande d'aide dérogatoire, lorsque le demandeur d'emploi ne remplit pas les critères, alors la demande devra être faite auprès de l'agence du bénéficiaire.

L'ENTRETIEN DE BILAN

Cet entretien individuel est réalisé par le référent du bénéficiaire. Cet entretien peut se dérouler en présentiel physique ou à distance.

L'entretien doit se dérouler au plus tard 90 jours calendaires après l'entretien de diagnostic et doit permettre de faire le point sur :

- Le parcours réalisé ;
- Le cas échéant, les étapes restant à réaliser ;
- Le cas échéant, les perspectives d'emploi à 6 mois.

FIN DE LA PRESTATION

La prestation prend fin (hors cas sorties anticipées et non adhésion) si :

- Le demandeur d'emploi a trouvé un emploi durable ;
- Le demandeur d'emploi a réalisé l'entretien bilan et n'a pas retrouvé d'emploi durable dans les 5 mois après l'entrée en prestation.

D. CAS PARTICULIERS

SORTIES ANTICIPEES

La prestation peut également prendre fin si, en cours de prestation, le bénéficiaire a un nouveau projet (une formation par exemple). Dans ce cas, le référent propose d'autres services de Pôle emploi identifiés comme pertinents au regard des besoins exprimés. Il accompagne, dans ce cas, le bénéficiaire dans son auto-inscription sur son espace personnel ou, à défaut, invite le bénéficiaire à contacter son conseiller référent (par exemple pour une orientation vers Activ'projet pour travailler son projet en profondeur).

Dès lors qu'il y a une sortie anticipée, le Titulaire en saisit la date et le motif sur Prest@ppli.

En cas d'indisponibilité du bénéficiaire supérieure à 1 mois (maladie, formation) la prestation prend fin.

NOUVELLE PRESCRIPTION DE LA PRESTATION

La prestation peut être re-prescrite à l'issue d'une formation ou d'une prestation (ex : Activ'projet, abandon du projet de création d'entreprise, ...) selon le besoin du bénéficiaire.

E. MARGES DE MANŒUVRE

Au-delà des étapes incontournables que doit respecter le Titulaire (entretien de diagnostic et d'orientation, entretien de bilan final et service minimum décrit dans son offre), il dispose de marges de manœuvre pour mettre en œuvre l'accompagnement qu'il jugera utile pour favoriser l'atteinte de l'objectif assigné à la prestation : actions individuelles, collectives, à distance, en présentiel, ...

La charte d'adhésion-bilan transmise en fin de prestation pour chaque bénéficiaire mentionne obligatoirement les actions que le bénéficiaire a réalisées tout au long de la prestation et qui doivent être a minima équivalentes au parcours minimum proposé dans l'offre du candidat.

V. LES DIFFERENTS LIVRABLES

La prestation s'appuie sur les différents livrables suivants que le Titulaire devra fournir à Pôle emploi ou aux bénéficiaires :

Livrables contractuels obligatoires
<ul style="list-style-type: none">▪ Charte d'adhésion / bilan▪ Feuille d'émargement : elle sert à acter de la présence du bénéficiaire à l'entretien de diagnostic et d'orientation, à l'entretien de bilan et, le cas échéant, à tous les contacts proposés par le Titulaire dans son parcours minimum défini dans son offre. Elle sert, le cas échéant, à préciser le motif de non adhésion. Pour tous les entretiens et/ou actions réalisées à distance, le prestataire justifie de la présence du demandeur d'emploi en fournissant le justificatif de présence (mail du demandeur d'emploi ; un modèle de mail sera fourni à la notification du marché).▪ Retour d'expérience du Titulaire à l'issue de la période de déploiement telle que définie ci-dessous▪ Document de promotion de la prestation : ce flyer doit être fourni par le Titulaire à Pôle emploi 15 jours après la notification du marché. Pôle emploi se réserve le droit de demander des ajustements, de forme, avant le lancement de la prestation

Ces livrables, à l'exception du retour d'expérience et du flyer, sont téléchargés par le Titulaire sur le portail Prest@ppli pour chacun des bénéficiaires.

La prestation fait l'objet d'une phase d'observation de 8 mois. A l'issue de la période d'observation le Titulaire s'engage à fournir un retour d'expérience dans les 15 jours. Une trame de retour d'expérience sera fournie par Pôle emploi au Titulaire.

VI. MOYENS ET COMPETENCES NECESSAIRES

A. MATERIEL ET LOCAUX

Les locaux doivent garantir la confidentialité des échanges individuels et permettre le cas échéant les regroupements collectifs.

Le Titulaire doit prévoir un lieu de travail convivial, capable d'accueillir un nombre de bénéficiaires en cohérence avec sa proposition technique et en nombre suffisant.

Le lieu doit permettre de faciliter les interactions et être suffisamment équipé pour permettre d'organiser dans les meilleures conditions, les jeux, exercices et/ou mises en situation nécessaires au déroulement de la prestation selon les propositions contenues dans l'offre du Titulaire.

La salle habituellement utilisée pour la prestation doit rompre dans son aménagement avec le format « salle de classe ».

Le Titulaire mettra à disposition les moyens matériels requis au regard de sa proposition technique.

Les locaux doivent être accessibles de 08h00 à 20h30 en semaine et les samedis matin entre 08h00 et 13h00.

En complément des prestations réalisées dans les lieux obligatoires et additionnels, le Titulaire a la possibilité de décrire dans son cadre de réponse toute modalité lui permettant d'intervenir au plus près des bénéficiaires.



B. LES INTERVENANTS

Ils doivent posséder des compétences, acquises au travers d'une expérience professionnelle et/ou d'une formation qualifiante (ex : psychologue du travail, consultant ou coach en évolution professionnelle, ...) dans les domaines suivants :

- Techniques de recherche d'emploi ;
- Connaissance du marché du travail ;
- Techniques d'animation de groupe ;
- Techniques d'entretien ;
- Orientation / formation ;
- Outils numériques utiles dans la recherche d'emploi.

Avant le démarrage de la prestation le Titulaire s'assure de la montée en compétence de ses intervenants et qu'ils connaissent :

- L'offre de services de Pôle emploi ;
- Les problématiques et besoins du public concerné.

VII. RENCONTRE PREALABLE AUX PREMIERES PRESCRIPTIONS

Entre la notification du marché et la date de mise en œuvre opérationnelle, il est demandé au titulaire, ou à chaque Titulaire dans le cas d'un groupement, de fournir un support de présentation de son offre et d'organiser une réunion de lancement sur le territoire du lot a minima. Cette réunion a pour objet de présenter la prestation, ses objectifs, les outils et méthodologies proposés, les locaux mis à disposition. Cette présentation pourra s'appuyer sur des moyens communicants, tels que support vidéo (...).